

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Karl Marx et les Syndicats (N. Riazanov). — L'organisateur de la Victoire : Léon Trotsky (Karl Radek). — La décomposition du menchevisme (Michel Léon). — La question de la Ruhr (E.

Varga). — Accumulation et impérialisme (Lucien Revo). — La Franc-Maçonnerie et Mussolini (Nicolas Bombacci). — Chronique internationale : Tchéco-Slovaquie (J.-S. Lan).

Karl Marx et les Syndicats

QUAND Marx fut convaincu que le régime capitaliste ne pourrait être anéanti qu'avec l'organisation révolutionnaire de la classe intéressée et que cette classe était, dans la société bourgeoise, le prolétariat, poussé par toutes ses conditions d'existence à la lutte contre le capitalisme — il entreprit d'étudier l'histoire du prolétariat.

Quels éléments forment la classe ouvrière ? Dans quelles conditions historiques se différencie-t-elle des autres classes de la société bourgeoise ? Sous quelle forme s'organise-t-elle en classe distincte ? Cherchant une réponse à ces questions, Marx arriva tout de suite à l'étude des syndicats.

Il est vrai qu'on ne pouvait, vers 1845, trouver des syndicats complètement formés qu'en Angleterre (*trades-unions*) ; encore n'y étaient-ils point sortis de la phase primitive, relativement diffuse, d'organisation. Les socialistes d'alors les dédaignaient ou méprisaient à leur égard une grande défiance, les considérant comme une dépense inutile de forces et de moyens. Les savants bourgeois n'y voyaient qu'une initiative de gens ignorants, vouée à l'échec parce qu'en contradiction avec les « lois éternelles » de l'économie politique.

Il fallait une perspicacité géniale pour apercevoir, dans ces faibles embryons du mouvement syndical, les premières cellules de l'organisation de la classe ouvrière. Dès 1847, dans sa polémique contre Proudhon qui déniait toute signification aux *coalitions* ouvrières, Marx indique pourtant que les syndicats sont un produit aussi inévitable de la grande industrie que la classe ouvrière elle-même. Leur degré de développement dans un pays indique le mieux la place occupée par ce pays dans la hiérarchie du marché mondial.

« C'est sous la forme des coalitions qu'ont tou-

jours lieu les premiers essais des travailleurs « pour s'associer entre eux.

« La grande industrie agglomère dans un seul « endroit une foule de gens inconnus les uns aux « autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais « le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils « ont contre leur maître, les réunit dans une « même pensée de résistance — *coalition*. Ainsi « la coalition a toujours un double but, celui de « faire cesser entre eux la concurrence, pour pou- « voir faire une concurrence générale au capita- « liste. Si le premier but de résistance n'a été « que le maintien des salaires, à mesure que les « capitalistes à leur tour se réunissent dans une « pensée de répression, les coalitions, d'abord iso- « lées, se forment en groupes, et en face du ca- « pital toujours réuni, le maintien de l'associa- « tion devient plus nécessaire pour eux que celui « des salaires. » (1).

Les syndicats combattent opiniâtement les capitalistes. Parfois ils sortent vainqueurs de la lutte, mais alors la victoire leur a coûté cher. Pour en conserver les fruits, ils doivent affermir leur organisation. Le résultat principal de leur action ce n'est pas le succès immédiat, c'est la cohésion croissante de l'organisation. Dans l'action — véritable guerre civile — se rassemblent et se développent tous les éléments indispensables des futures grandes batailles. Peu à peu s'élargit le champ même de la lutte. Elle en arrive enfin à embrasser les milieux les plus actifs de la classe ouvrière. Elle devient alors la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, or, toute lutte de classes est forcément une lutte politique, c'est-à-dire une lutte pour le pouvoir.

Nous trouvons dans le *Manifeste Communiste* la

(1) Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, p. 216-217 de l'édition française.

même pensée exprimée dans des termes légèrement différents. Examinant le développement historique du prolétariat le *Manifeste* mentionne son organisation syndicale.

La lutte du prolétariat, dit-il en substance, commence avec son existence. D'abord les ouvriers luttent isolément ; puis ceux d'une même entreprise se groupent ; puis ceux d'une même industrie dans une localité donnée, s'unissent contre certains exploités. Peu à peu, des coalitions de plus en plus larges se forment, défendant les salaires. Des associations permanentes sont enfin créées, pour soutenir les travailleurs dans les moments de lutte active. A une certaine heure, l'organisation professionnelle ou locale devient politique et embrasse toute la classe ouvrière du pays.

Après la révolution de 1848-49, Marx dut s'installer pour longtemps en Angleterre. Il eut ainsi la possibilité d'observer sur place la phase nouvelle du mouvement syndical anglais. Les chartistes, parti politique de la classe ouvrière, avaient partagé la défaite du prolétariat européen. Les ouvriers anglais s'en étaient pourtant remis les premiers. Et, vers 1860, ils recommençaient à combattre énergiquement pour les trades-unions désormais à la tête du mouvement gréviste. Leurs succès provoquaient même un certain engouement en faveur des syndicats, considérés par d'aucuns comme la seule et la plus efficace des formes du mouvement ouvrier.

Marx, à ce moment, étudiait la société capitaliste. Il avait déjà réussi à pénétrer le mystère de l'exploitation bourgeoise et à éclairer le processus de formation de la *plus-value* (bénéfice). A l'opposé des économistes bourgeois, il avait établi que le salaire n'est que le résultat d'une transformation de la valeur de la main-d'œuvre — ou force de travail — vendue par les ouvriers aux capitalistes. En obligeant l'ouvrier à travailler plus de temps qu'il n'en faut pour récupérer la valeur de la main-d'œuvre achetée, le fabricant reçoit une certaine quantité de *plus-value*. Entre les capitalistes et les ouvriers une lutte incessante se livre autour de ce travail supplémentaire et des salaires. Cette lutte, pour la diminution de la journée de travail et la conservation des salaires, est soutenue chez les ouvriers par l'organe des syndicats qui leur permettent d'opposer au patronat leur force collective. Mais elle a des limites bien définies, posées par le mécanisme même de la société capitaliste. Tant que la main-d'œuvre reste une marchandise, son prix ne peut s'élever que dans de certaines limites. Et si l'on prend une moyenne — observée au cours d'un certain nombre d'années, pendant lesquelles la production capitaliste traverse différentes phases de calme, d'animation, de prospérité, de krach, de stagnation — on voit que le salaire ne s'élève jamais au point de permettre à l'ouvrier de se libérer de la nécessité de vendre son travail.

Peu après 1860, les ouvriers anglais arrivaient à la conviction qu'il était indispensable d'élargir les bases de leur organisation, d'achever et d'affermir la liaison avec les ouvriers étrangers, français et belges d'abord. Le résultat de ces efforts

fut la 1^{re} Association Internationale des Travailleurs, à la fondation de laquelle participa Marx (1864). Marx eut ainsi l'occasion d'entrer pratiquement et étroitement en contact avec les trades-unions anglaises dont les leaders les plus en vue appartinrent au Conseil Général de l'Internationale. Avec eux participaient au mouvement les membres des anciennes organisations socialistes et politiques, les disciples d'Owen, les chartistes, les coopérateurs, qui étaient loin de comprendre l'importance du mouvement syndical.

Marx tira parti de ces désaccords et, au cours de l'été de 1865, fit une conférence sur le rôle des syndicats ou des trades-unions dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail et sur les limites assignées à l'efficacité de leur action (1).

Marx exposa les fondements de sa théorie de la valeur et de la plus-value, exposa les lois qui, dans une société capitaliste, régissent les salaires, les rapports nécessaires entre les prix, les salaires et les bénéfices. Il montra combien étaient puériles les objections des membres du Conseil Général, adversaires du mouvement gréviste et des trades-unions qui le dirigeaient, parce que, disaient-ils, « la hausse des salaires devait forcément avoir pour conséquence celle des prix et ne servait donc à rien. »

Mais, montrant la nécessité du mouvement syndical, Marx s'insurgea tout de suite contre les trades-unions enclins à exagérer le pouvoir de leurs organisations.

« Ils ne doivent pas oublier — disait le créateur du socialisme scientifique — qu'ils ont affaire avec les conséquences et non avec les causes, qu'ils peuvent constituer un frein, mais ne peuvent modifier l'orientation du mouvement économique, qu'ils n'apportent que des palliatifs et n'atteignent pas la cause du mal. Ils ne doivent donc pas consacrer toute leur force à l'inévitable *guerilla*, constamment provoquée par les excès de l'exploitation et les fluctuations du marché. Au lieu d'un *juste salaire pour une juste journée de travail*, ils devraient inscrire sur leur drapeau cette revendication révolutionnaire : « *Abolition du salariat*. »

Les syndicats, utiles comme centres de résistance aux exagérations du capital, sont impuissants dans la mesure où ils se contentent de ne faire qu'une guerre de partisans à l'ordre capitaliste. Sans renoncer à cette action quotidienne ils doivent travailler à la transformation de la société capitaliste, faire de leur force organisée un levier de l'émancipation définitive de la classe ouvrière, c'est-à-dire de l'abolition du salariat.

Le premier congrès ouvrier international se réunit à Genève en 1866. Marx écrivit, pour ce congrès, sur la demande du Conseil Général, une motion détaillée sur les syndicats.

Comme ce document nous donne l'exposé le plus complet de sa pensée sur la question, nous le ci-

(1) Elle a été traduite en français par Ch. Longuet, sous le titre : *Salaires, Prix et Profits*

tous ici en entier, d'après l'original anglais rédigé par Marx lui-même (1) :

6. Société ouvrières (trades-unions), leur passé, leur présent, leur avenir.

a) LEUR PASSE :

Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle. Donc le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot « équitable » le sens que lui attribue une société plaçant les conditions matérielles d'un côté et l'énergie vitale de l'autre. Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable faite entre eux-mêmes. Les trades-unions (association de métiers) originaires sont nées des essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. L'objet immédiat des trades-unions est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, à des expédients contre l'usurpation incessante du capital, en un mot aux questions de salaire et d'heures de travail. Une telle activité est non seulement légitime, elle est encore nécessaire (2). On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure ; au contraire, les trades-unions doivent généraliser leur action en se combinant.

D'un autre côté, les trades-unions ont formé à leur insu des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du moyen-âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les trades-unions, dans leur première capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité, comme organes de transformation du système de travail salarié et de la dictature capitaliste.

b) LEUR PRESENT :

Les trades-unions s'occupent trop exclusivement des luttes immédiates. Elles n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le système capitaliste lui-même. Néanmoins, dans ces derniers temps, elles ont commencé à s'apercevoir de leur grande mission historique. Exemple, la résolution suivante, récemment adoptée par la grande conférence des différents délégués des trades-unions tenue à Sheffield :

« Cette conférence, appréciant à leur juste va-

(1) Le texte que nous donnons ici est le texte même qui fut lu à Genève, en français, par Eugène Dupont, au nom du Conseil général. Nous l'empruntons à l'ouvrage de James Guillaume, *L'Internationale*, t. IV, p. 332-333.

(2) Cette dernière phrase, que nous rétablissons, a été sautée dans le texte français lu au Congrès de Genève.

« leur les efforts faits par l'Association Internationale des Travailleurs pour unir dans un lien fraternel les ouvriers de tous les pays, recommande très sérieusement à toutes les sociétés représentées de s'affilier à cette Association, dans la conviction que l'Association Internationale forme un élément nécessaire pour le progrès et la prospérité de toute la communauté ouvrière. »

c) LEUR AVENIR :

A part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir consciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant et agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober dans leur sein les non-society men (hommes ne faisant pas partie des sociétés), en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

Cette motion indique en réalité le point d'arrivée de la pensée de Marx sur le mouvement syndical. C'est en tout cas le dernier document dans lequel il l'ait exprimée.

Nous voyons qu'il y souligne la nécessité, la légitimité et la fécondité du mouvement syndical.

Mais nous voyons aussi qu'il y souligne les limites assignées à cette forme du mouvement ouvrier par la société capitaliste. Rien n'est dit dans cette résolution du rôle du parti politique de la classe ouvrière parce que l'ordre du jour du Congrès de Genève et les circonstances avaient avant tout dicté la motion citée. Il y est d'ailleurs souligné que les syndicats ont le devoir de soutenir tout mouvement social et politique tendant à l'émancipation totale de la classe ouvrière et qu'ils ne doivent pas devenir des organisations « étroites », « égoïstes ». La question de la neutralité syndicale ne s'y pose donc pas. Cette motion n'est pas non plus syndicaliste. Les syndicats ne sont, comme Marx l'avait déjà exposé dans *Misère de la Philosophie*, que des centres d'organisation de la classe ouvrière, la forme primitive de son organisation de classe et nullement les centres d'organisation, les premières cellules de la future société socialiste. Le mouvement syndical n'est qu'une des formes, un des degrés de l'organisation du prolétariat dont le but est de faire de celui-ci la classe dominante. Ecoles du communisme, étendant son influence à tous les producteurs, les syndicats constituent la base la plus large et la plus solide de la dictature du prolétariat c'est-à-dire du prolétariat organisé en tant que classe dirigeante.

N. RAZIANOV.

L'Organisateur de la Victoire

Léon TROTSKY

L'histoire avait préparé notre parti bolchevik à une œuvre diverse. Quels que soient les défauts de notre mécanisme gouvernemental, quels que soient nos tâtonnements dans la vie économique, on ne peut nier que notre parti était psychologiquement préparé à l'édification d'un nouvel Etat et d'une nouvelle économique. L'histoire nous avait même préparé à la diplomatie. Point n'est besoin de rappeler que la politique mondiale a toujours intéressé le penseur marxiste. Et l'expérience diplomatique nous l'avons acquise dans les longs pourparlers avec les mencheviks, au cours desquels Tchitchérine a eu maintes occasions d'apprendre la rédaction des notes diplomatiques. Le miracle c'est que nous avons dû commencer récemment notre apprentissage économique ! Notre machine gouvernementale, il est vrai, grince et ne va pas sans heurt ; ce qui nous a réussi le mieux, c'est l'armée rouge.

Trotsky est à la fois son créateur et l'incarnation de sa volonté. Le vieux Moltke, le créateur de l'armée allemande, exprimait souvent la crainte que les plumes des diplomates n'abîmassent le travail des sabres de ses soldats. Les guerriers de tous les pays, quoiqu'il y ait eu parmi eux des écrivains classiques, ont toujours opposé la plume à l'épée. Trotsky, pourtant est un des meilleurs écrivains du socialisme mondial et ses qualités littéraires ne l'ont pas empêché de devenir le premier chef, le premier organisateur de la première armée prolétarienne. De la plume de son meilleur publiciste la révolution s'est forgée une épée.

La littérature du socialisme scientifique a peu donné à Trotsky pour l'aider à résoudre le problème que posait, au début des guerres de la révolution, à la Russie des soviets et au Parti Communiste, l'impérialisme mondial. A l'exception de quelques travaux peu connus d'Engels, des chapitres consacrés dans l'*Anti-Dühring* au développement de la stratégie — traitant de l'œuvre militaire de Frédéric II, dans le maître livre de Franz Mehring sur Lessing, il n'y avait, dans la littérature socialiste d'avant-guerre que quatre ouvrages traitant des questions militaires : une brochure d'Auguste Bebel sur la Milice, le livre du capitaine Gaston Moch sur le même sujet, l'*Histoire de la Guerre*, de Schultz, et l'*Armée Nouvelle*, de Jaurès. A l'exception des livres de Schultz et de Jaurès tout ce qui, depuis la mort d'Engels, avait été consacré, dans la littérature socialiste, aux questions militaires, n'était que produits du dilettantisme. Les livres de Schultz et de Jaurès d'ailleurs n'apportaient aucune solution aux problèmes pratiques posés à la révolution russe. Schultz essayait d'appliquer la méthode

marxiste à l'étude de l'histoire et ne poussait pas au-delà des guerres napoléoniennes. L'œuvre de Jaurès, ample et brillante, dénotait une connaissance approfondie des questions d'organisation militaire mais péchait par la base. Représentant génial du réformisme, Jaurès voulait faire de l'armée capitaliste un instrument de défense nationale, en éliminant ses fonctions de défense des intérêts de classe de la bourgeoisie. Il ne put donc pas comprendre dans quel sens se développait le militarisme, et poussa, dans les questions de la guerre et de l'armée, les idées démocratiques jusqu'à l'absurde.

J'ignore combien Trotsky s'était occupé, avant la guerre, de questions militaires. Je pense que l'impulsion initiale qui devait l'amener à l'intelligence géniale de ces questions ne lui est pas venue des recherches livresques mais de ses observations de journaliste, correspondant de guerre, suivant sur place la guerre des Balkans, cette répétition de la guerre mondiale. Sans doute, approfondit-il son intelligence du mécanisme de la guerre et de l'armée, en France, lorsqu'il écrivait pour la *Kievskaja Mysl* (*La Pensée de Kiev*) ses remarquables articles sur la guerre. On y voyait déjà comment il comprenait l'âme d'une armée. Le marxiste Trotsky voyait dans l'armée plus que la discipline extérieure, la technique, l'artillerie ; les hommes vivants desservant ce formidable appareil, les hommes formant les vagues d'assaut en mouvement sur les champs de bataille.

Trotsky, auteur de la première brochure donnant une large analyse des causes de la chute de la 2^e Internationale, Trotsky au moment de cette chute ne perdit pas la foi en l'avenir du socialisme. Il fut, au contraire, convaincu que les qualités que développait la bourgeoisie chez les prolétaires revêtus de l'uniforme se tourneraient bientôt contre elle, fourniraient une base à la révolution et serviraient à la création de l'armée révolutionnaire. Son discours prononcé au premier Congrès des soviets à propos de l'offensive de juillet 1917, ordonnée par Kerensky, reste un document de la conception marxiste de l'armée. Trotsky y annonce l'échec de l'offensive commencée, sans considérer la situation technique du front, en se bornant à l'analyse de l'état politique des troupes. « Vous exigez — dit-il aux mencheviks et aux s.-r. — du gouvernement la révision des buts de guerre. Vous dites ainsi à l'armée que les anciens buts de guerre pour lesquels l'autocratie et la bourgeoisie lui ont demandé d'immenses sacrifices ne correspondent pas aux intérêts des travailleurs russes des villes et des campagnes. Vous n'avez pas obtenu cette révision.

Au tsar et à la patrie vous n'avez rien substitué. Et vous demandez à l'armée de verser son sang au nom de ce *rien* ! On ne se bat pas pour rien. Votre aventure se terminera par une défaite. » Tout le secret de la grandeur de l'homme qui devait être l'organisateur de l'armée rouge est dans ces quelques lignes.

Tous les grands écrivains militaires ont souligné le rôle décisif du facteur moral à la guerre. La moitié du maître ouvrage de Clausewitz traite de cette question. Notre victoire dans la guerre civile est due à l'application qu'a su faire Trotsky de la connaissance de la valeur des facteurs moraux dans l'action.

Alors que succombait l'armée impériale, le ministre de la Guerre du cabinet Kerensky, Verkhovskii, proposa de libérer les vieilles classes, de restreindre les services de l'arrière et de verser à l'armée de nouveaux éléments. Quand nous arrivâmes au pouvoir, derrière des tranchées vides, nombre de camarades proposèrent la même solution. Ce n'était qu'utopie. On ne pouvait pas insuffler des forces nouvelles à l'armée impériale en débandade. La vieille armée devait mourir. La nouvelle ne pouvait se créer que dans l'inquiétude qui allait s'emparer de la Russie des soviets, de l'ouvrier et du paysan, lorsque seraient menacées les conquêtes de la révolution. Quand, en avril 1918, les anciens officiers généraux du tsar restés à l'armée après notre victoire, se réunissaient dans le cabinet de travail de Podvoiski afin d'arrêter avec nos camarades et avec des représentants des missions militaires alliées le plan de réorganisation de l'armée russe, Trotsky — je m'en souviens comme d'hier — les écouta pendant de longs jours sans desceller les lèvres. Les projets des officiers réunis là étaient ceux d'hommes qui ne comprenaient rien à la révolution commencée sous leurs yeux. Ils donnaient à la question d'anciennes réponses. Ils ne concevaient pas quels changements s'étaient accomplis dans le matériel humain dont on forme les armées. Que de plaisanteries sur les premiers contingents de volontaires créés par Trotsky devenu commissaire à la guerre ! Le vieux Borissov, considéré comme l'un des meilleurs écrivains militaires russes, répétait à tous les communistes qu'il rencontrait que le volontariat ne donnerait rien, car une armée ne pouvait être construite que sur les bases de l'obligation et d'une discipline de fer. Il ne parvenait pas à comprendre que les contingents de volontaires allaient former l'armature d'une armée, et qu'on ne pourrait appeler le paysan et l'ouvrier à servir obligatoirement que lorsque les masses laborieuses se sentiraient réellement en danger de mort. N'admettant pas un instant que le volontariat pût sauver la Russie, Trotsky formait son armée de volontaires comme un mécanisme nécessaire à la création d'une autre armée future.

Son génie organisateur et sa hardiesse de pensée trouvèrent une expression plus saisissante encore dans sa façon de comprendre l'utilisation des techniciens militaires d'ancien régime, pour la création de l'armée révolutionnaire. Tout

marxiste comprenait que la construction d'un nouveau mécanisme économique exigeait le concours des vieux organisateurs capitalistes. Lénine, en avril 1918, insistait sur cette idée, que personne, dans les milieux les plus cultivés du Parti, ne contestait. Mais l'idée que nous puissions créer un appareil de répression et de coercition, une arme défensive, une armée en un mot, avec le concours des officiers formés à l'école du tsarisme, rencontrait une vive opposition. Allait-on rendre des armes aux officiers réactionnaires que l'on venait de désarmer ? Je me souviens des discussions qui eurent lieu à la rédaction du *Communiste*, organe des communistes de gauche, où faillit se produire, à ce sujet, une scission. La rédaction de cet organe comprenait cependant des théoriciens et des hommes d'action du Parti de tout premier ordre (Boukharine, Ossinsky, Lomov, V. Yakovleva). Parmi nos camarades de l'armée, formés pendant la guerre impérialiste dans nos organisations militaires clandestines, on professait sur l'emploi des techniciens de l'ancienne armée des opinions plus négatives encore. Il fallut, pour surmonter ces méfiances et apprendre à nos militants l'art d'utiliser les compétences des anciens cadres de commandement, toute la foi ardente de Trotsky en notre puissance sociale, en la vigilance révolutionnaire des ouvriers, en notre capacité de prendre aux techniciens de la guerre leur science, sans leur permettre de nous dicter leur politique et tout en déjouant leurs intentions contre-révolutionnaires.

Pour vaincre dans ces conditions, il fallait que la révolution eût à la tête de l'armée un homme d'une volonté inébranlable, jouissant de la pleine confiance du Parti, et sachant se soumettre l'ennemi obligé de prendre du service chez nous. Trotsky fut cet homme et fit plus. Il sut conquérir la confiance des meilleurs techniciens de la guerre et transformer les ennemis du régime des soviets en des défenseurs convaincus. Il m'arriva d'observer ces victoires morales de Trotsky, pendant les pourparlers de Brest-Litovsk. Des experts, mobilisés par force, remplissaient leur tâche, avec le sentiment d'assister à une comédie destinée à masquer le marché depuis longtemps conclu entre les bolcheviks et les Allemands. Mais au fur et à mesure que Trotsky développait sa défense des principes de la révolution russe contre l'impérialisme allemand, au fur et à mesure que s'affirmait, dans la salle des séances, la victoire idéologique et morale du représentant du prolétariat russe, au fur et à mesure que se déroulait la tragédie de Brest-Litovsk, la méfiance des experts et des techniciens s'évanouissait. Une nuit, feu l'amiral Altvater, un des premiers chefs de l'ancien régime qui se donna de tout son cœur à notre œuvre, vint chez moi et me dit simplement : « Je suis venu ici parce qu'on m'y a forcé. Je ne vous croyais pas. Mais désormais je suis avec vous, avec vous sans réserves, dans la conviction de servir la patrie. »

C'est une des grandes victoires de Trotsky d'avoir su persuader à des hommes venus chez nous par contrainte, pris parmi nos ennemis, que le gouvernement des soviets luttait pour le peu-

ple russe. On conçoit que ce ne fut pas seulement le résultat de son énergie indomptable qui inspirait à tous le respect, ni de sa force morale, ni même de l'autorité militaire que réussit à acquérir cet écrivain et tribun socialiste placé par la révolution à la tête d'une armée ; il fallut aussi, pour cette conquête d'une élite d'ennemis, l'abnégation des dizaines de milliers de nos militants à l'armée, la discipline de nos rangs, l'esprit de suite avec lequel nous allions vers notre but, les prodiges accomplis par des masses de soldats qui, hier, fuyaient le front et aujourd'hui se battaient dans des conditions infiniment plus difficiles qu'avant-hier. Mais l'influence des éléments psychologiques et politiques de la vie des masses trouvait son expression la plus forte et la plus concentrée dans la personnalité de Trotsky. La révolution russe agissait, par le cerveau, le cœur et le système nerveux de l'animateur de l'armée rouge.

Au début de nos premières épreuves militaires — le mouvement des Tchéco-Slovaques — le Parti, et avec lui Trotsky, montrèrent comment on pouvait appliquer à la guerre le principe des campagnes politiques préconisées jadis par Lassalle. Toutes nos forces matérielles et morales se concentrèrent sur la guerre. Le Parti entier saisissait la nécessité de l'effort. Mais cette nécessité trouva son incarnation achevée dans l'inflexible volonté de Trotsky. Après notre victoire sur Denikine, en mars 1920, Trotsky dit au Congrès du Parti : « Pour battre les blancs nous avons pillé toute la Russie. » Ces quelques mots expriment avec force la formidable concentration de volonté qui nous procura la victoire.

La victoire révolutionnaire exigeait un homme qui incarnât l'appel au combat, qui s'identifiât à toutes les nécessités du combat, qui exigeât de tous une soumission absolue à la sanglante loi de la guerre. Cet homme ne pouvait être qu'un travailleur acharné, sachant être impitoyable envers lui-même et parler au soldat. Il fallait un tel homme pour porter l'étendard du peuple travailleur en armes. Trotsky fut tout. Il sut peser les conseils stratégiques des généraux et les confronter avec l'estimation révolutionnaire des forces sociales en présence — concentrer les impulsions venant de quatorze fronts, écouter les voix des dizaines de milliers de communistes qui lui disaient ce qu'était l'armée et ce qu'on en pouvait faire — et de ces matériaux innombrables et divers élaborer un plan stratégique unique, un unique schéma d'organisation. Dans ce travail grandiose, il sut mieux que personne appliquer la science des facteurs moraux dans la guerre. Le stratège, l'organisateur militaire, le politique, se confondant en lui, comprenaient la valeur pour l'Armée Rouge d'un poète populaire tel que Diémian Biedni ou d'un peintre tel que Moor. Notre armée était paysanne. La dictature du prolétariat, c'est-à-dire la direction de l'armée paysanne par des ouvriers et par les représentants des ouvriers y était réalisée par Trotsky et par ses collaborateurs de telle façon qu'ils réussirent, à

l'aide du Parti Communiste, à faire pénétrer profondément dans la masse paysanne, la conviction qu'elle se battait pour ses propres intérêts.

Dans la création de l'armée rouge Trotsky a collaboré avec tout le Parti. Sans le Parti jamais il n'eût accompli sa tâche. Mais sans lui, la création et la victoire de l'Armée Rouge, eussent coûté des sacrifices beaucoup plus grands. Si notre Parti entre dans l'histoire comme le premier Parti prolétarien qui sut former une puissante armée, le nom de Lev Davidovitch Trotsky demeurera gravé en lettres ineffaçables sur cette page glorieuse de la révolution russe. Son œuvre et sa personnalité, précieuses aux générations montantes du prolétariat appelé à conquérir le monde, feront l'objet de fécondes études.

Karl RADEK.



René
MARCHAND

Correspondant
du *Figaro*
et du
Petit Journal
en Russie

a publié un
livre sur lequel

la grande presse fait la conspiration du silence. C'est

La Condamnation d'un Régime

(De la « vanité malade » de
M. Poincaré à la tuerie mondiale)

Révélations
sur les manigances des politiciens,
sur les origines de la guerre
et sur les rapports franco-russes

Un volume 4 »
Franco 4 50

Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, 10^e.

La décomposition du Menchevisme

La mort de L. Martov restitue à l'actualité le menchevisme russe. La lutte, que Martov a menée contre Lénine depuis 1903, ne se termina pas avec la disparition du chef le plus autorisé de l'opportuniste dans la social-démocratie russe.

Avec la prise du pouvoir par les bolcheviks, il semblait que l'histoire s'était prononcée. Mais la fondation de la 3^e Internationale a obligé le menchevisme à prendre nettement position ; il s'est révélé comme l'essence même de la 2^e Internationale, en sorte que la lutte entre les bolcheviks et les mencheviks a pris un caractère international.

Elle embrasse maintenant tous les pays et partout elle suit le même développement qu'en Russie.

Au premier abord, on pourrait croire qu'il ne s'agit que d'une opposition entre chefs portant sur les formes d'organisation (centraliste ou fédéraliste) ; mais, en réalité, on aboutit à la séparation entre ceux qui restent sur le terrain de la lutte de classe et de la dictature prolétarienne, comme Lénine, et ceux qui doutent de la force prolétarienne pour organiser la Cité future, comme Martov.

La mort de Martov portera cependant un grand coup au parti menchevik russe, qui est déjà en pleine décomposition. Ses amis et ses collaborateurs les plus en vue, par exemple Martynov, commencent à voir clairement le rôle piteux que joue le menchevisme depuis la Révolution Russe.

Il a publié des « Souvenirs et impressions sur l'Ukraine » que la *Pravda* a résumés dans un article intitulé : « Toi aussi, Brutus ». Ces réflexions, qui écrasent les mencheviks, méritent une attention particulière, car Martynov est un des chefs les plus autorisés du menchevisme, un des orateurs les plus écoutés dans tous les Congrès du parti social-démocrate russe. Il est membre de tous les organes centraux des mencheviks, avec Martov et Dan.

Martynov a vu, de ses propres yeux, le banditisme des contre-révolutionnaires en Ukraine. Et sous l'impression de ces violences, il a compris toute la justesse de la tactique bolcheviste.

« Notre conception mencheviste sur la démocratie et la dictature — écrit-il — est digne d'un Manilov (1), bonne pour des doctrinaires, des hommes de cabinet, mais non pour une époque révolutionnaire. »

En partant de cette idée, Martynov passe en revue toutes les accusations courantes contre les bolcheviks.

Ils ont supprimé le parlementarisme. Mais pendant la révolution — dit Martynov — il faut agir vite, résolument. Peut-on attendre les résultats des votes des plus lointaines provinces ? Paris a-t-il attendu, en 1789, en 1848 et en 1871, ce que dirait la province ? Non ! Marx avait cent fois raison, en critiquant, en 1848, le Parlement de Francfort.

La dictature bolcheviste — dit-on encore — est un régime de violence d'une minorité sur la majorité ».

Non ! dit Martynov. C'est un régime où les classes révolutionnaires dominent, par la violence, les couches non-révolutionnaires dans des conditions très instables du point de vue du nombre...

(1) Manilov est le type de l'utopiste et du fantaisiste, dans *Ames Mortes*, de Gogol.

Le pouvoir bolchevik a réalisé le maximum de démocratie possible, relativement au prolétariat et aux paysans pauvres.

Très attentif aux désirs et aux sentiments des masses, ce pouvoir a pu approcher des masses beaucoup mieux que nous, mencheviks, doctrinaires obstinés...

Les bolcheviks ont trouvé dans le peuple la base inébranlable qui manqua à la démocratie fanée de Kérénsky. Ils ont dissipé le préjugé sur le caractère russe, faible et sans volonté.

Quant à la *terreur*, ce n'est pas une invention bolcheviste. En juillet 1917, Tseretelli a fait voter, par le Comité Exécutif, la résolution sur la nécessité de mesures extraordinaires contre l'anarchie, c'est-à-dire contre les bolcheviks, Kornilov a restauré la peine de mort.

« La peine de mort — écrit Martynov — est une barbarie dans les conditions ordinaires... Mais dans la situation révolutionnaire, l'abandon de ce moyen équivaut presque à l'impunité complète.

Les excès ont été commis par les Alliés petits-bourgeois du prolétariat, surtout par les paysans.

La liberté de la presse est une grande conquête de l'histoire. Mais, pour un socialiste, l'affranchissement de toute l'exploitation prime la liberté de la parole, qui peut devenir une arme contre-révolutionnaire très dangereuse. »

Ainsi un des chefs du menchevisme, l'auteur du livre « Deux Dictateurs », brise l'un après l'autre tous les principes du menchevisme actuel. Il constate même que les mencheviks, tout en assurant qu'ils aspirent à la révolution socialiste, en sont arrivés à aspirer ouvertement à un retour au capitalisme.

Après avoir donné raison aux bolchevistes dans le passé, Martynov justifie leur nouvelle politique économique.

« J'ai vu — dit-il — comment la contre-révolution s'est efforcée d'affamer la Russie des Soviets... et comme la lutte pour le pain a obligé le pouvoir des Soviets aux mesures les plus extrêmes pour sauver le prolétariat et l'Armée Rouge par le communisme de répartition. Mais le communisme militaire a fait son temps. La N.E.P. a été un soulagement surtout pour les paysans.

Et maintenant, Martynov croit à l'évolution continue vers les réalisations socialistes. En passant du menchevisme au communisme, il est certain d'aller toujours en avant sur la route de la Révolution.

Il ne regrette que d'avoir perdu 4 ans dans la lutte en lui-même contre les préjugés de son parti, pendant que les bolcheviks ont lutté contre la bourgeoisie du monde entier.

Quelle leçon pour les mencheviks, qui, selon Martynov, pour la plupart éprouvent les mêmes sentiments, mais sont dans une impasse, dont ils ne savent pas trouver l'issue.

Ces remarques ont une importance politique de premier ordre.

Nous attendons, avec l'intérêt le plus vif, la publication de l'ensemble du livre de Martynov. « La grande vérification historique », dont ces réflexions ne sont qu'une première partie.

Michel LEON.

La question de la Ruhr

L'attitude anglaise

Il nous semble bien que l'unique politique possible pour l'Angleterre dans la situation actuelle soit celle de l'expectative. Et, d'ailleurs, la politique anglaise n'est point aussi inactive qu'elle le semble.

La politique anglaise dans la question de la Ruhr est la continuation de celle de Lloyd George. L'espoir caressé en France qu'un changement résulterait dans la politique anglaise des réparations du changement du gouvernement, a été déçu. On dit parfois que Lloyd George s'appuyait surtout sur la grande bourgeoisie industrielle représentée par la *Federation of Labour and Industry*, tandis que Bonar Law s'appuie plutôt sur le monde de la finance et les possesseurs de papiers de l'Etat. Ce sont là des milieux particulièrement intéressés à ce que le dollar revienne au pair. Si même c'était vrai, ce serait de peu d'importance pour l'attitude anglaise dans la question des réparations.

La position de l'Angleterre a été consolidée au cours des trois premiers mois de 1923 par : 1° une convention sur les créances américaines très favorable à l'Angleterre au point de vue financier et qui règle un des points les plus difficiles dans les relations entre les Etats-Unis et l'Angleterre ; 2° la clôture du bilan de l'exercice financier écoulé avec un excédent de 102 millions de livres, quoique la Grande-Bretagne ait déjà fait des versements sur sa dette envers l'Amérique.

La politique anglaise des réparations peut donc rester indépendante ; si l'Allemagne payait 3 milliards de marks-or par an, il en reviendrait à l'Angleterre 22 % seulement, soit environ 33 millions de livres par an, soit le tiers de l'excédent budgétaire de l'exercice écoulé et à peu près 3 à 4 % du budget anglais. Ces chiffres n'ont pas un rôle décisif pour le contribuable anglais.

D'autre part, la *suprématie militaire de la France crée de grandes difficultés à l'Angleterre*. Les grands débats sur l'augmentation de la flotte aérienne qui ont eu lieu à la Chambre des Communes les 20 et 21 mars sont intéressants à cet égard. D'après les déclarations du secrétaire d'Etat sur la flotte aérienne que l'Angleterre possède actuellement, celle-ci comprend 371 avions de combat de premier ordre, alors que la France en a 1.260. Au cas où le programme de construction actuel serait maintenu, la proportion serait, en 1925, de 575 contre 2.180. Lord Birkenhead — connu, jadis, comme un ami de la France — a dit qu'« il ne comprenait pas qu'une nation qui doit à l'Angleterre des sommes formidables, entreprenne des armements semblables à un moment où elle n'a pas la moindre perspective de payer un centime de ses dettes dans un avenir rappro-

ché ». Le secrétaire pour la flotte aérienne déclara que la situation s'aggrave encore du fait que les trois quarts de la flotte aérienne française sont concentrés en France, tandis que les deux tiers de la flotte aérienne anglaise sont outre-mer.

Prenant en considération, en outre, le fait que la France a des sous-marins meilleurs et plus nombreux que ceux de l'Allemagne pendant la guerre mondiale et qu'une attaque sous-marine contre l'Angleterre partirait commodément des ports français, il nous reste à constater la suprématie militaire de la France sur l'Angleterre et la nécessité qui en découle pour l'Angleterre d'accepter tranquillement l'avance de la France dans la Ruhr et d'attendre qu'elle aboutisse dans un tel imbroglio que l'intervention anglaise, voire la participation anglaise, à la curée devienne possible.

C'est pour cette raison que l'Angleterre a déclaré à plusieurs reprises qu'elle désapprouvait les méthodes françaises ; qu'elle regardait l'occupation de la Ruhr comme sans issue, mais qu'elle se considérait toujours comme l'alliée de la France et n'interviendrait pas, tant que la France ne le désirerait pas. Le *Times* du 19 janvier écrivait :

« L'industrie et particulièrement celle si développée de la Ruhr, est une plante délicate dont on ne peut attendre qu'elle porte des fruits, si elle est, de force, mise sous un contrôle étranger, et surtout si les sentiments nationaux sont violemment excités. Il n'y aurait rien de surprenant à ce que la France se décidât, après une courte expectative, à diminuer pendant quelque temps sa pression arbitraire et à suivre une voie moins brutale. »

Le 22 janvier, le *Daily Telegraph* refusait de reproduire un article de Lloyd George, à cause de sa tendance fortement antifrançaise. Le *Times* disait à ce sujet :

« Si la résistance allemande est basée sur l'espoir d'une intervention étrangère, c'est une grosse erreur. Ce pays n'interviendra sûrement pas, et nous n'avons pas la moindre perspective pour une action américaine. »

D'autre part, la presse gouvernementale anglaise déplore constamment les difficultés de la politique d'occupation française et souligne la fidélité de l'Angleterre. Le *Daily Telegraph* écrit le 22 février :

« Quoique nous ne soyons pas tout à fait d'accord avec la politique française et quelle que soit la sévérité avec laquelle nous envisagions ses conséquences possibles, la France reste notre alliée. C'est le point principal qui ne doit pas être assombri et compromis par notre attitude. A notre avis, le droit de la France n'est pas en question. »

Le discours de Bonar Law aux Communes, le 19 février, est du même ton.

Ce ton précis des organes gouvernementaux n'est point diminué par l'attitude énergique de maint organe radical et de l'opposition. *The New Statesman* écrit, par exemple :

« ...Il est vrai que c'est la France qui est, seule, notre ennemi le plus dangereux. Lequel de nos critiques pourrait le contester ? Peut-on nous désigner un ennemi plus réel et plus dangereux ? Peut-on trouver, même à Moscou, un organe qui nous attaque comme le font les journaux de Paris ? Peut-on nommer une seule question importante en Europe ou en dehors du continent dans laquelle la politique française n'aille pas à l'encontre de la nôtre et dans laquelle le gouvernement français ne nous combatte ouvertement comme à Lausanne, ou ne contrecarre dans le secret nos efforts ? Peut-on contester que la France est le seul obstacle à la création d'une Société des Nations véritable et à l'acceptation de toute proposition de désarmement général ? Pourquoi ne le dirions-nous pas, puisque la France est l'ennemi véritable de la Grande-Bretagne ? »

En dépit d'une certaine augmentation de l'opposition en Angleterre, la politique du ministère est restée la même jusqu'à aujourd'hui. Sur les déclarations répétées de la France qu'elle considérerait toute intervention comme un geste hostile, le gouvernement repoussa constamment tout projet d'intervention officielle, tout en soulignant qu'il est prêt à intervenir dès que les deux parties le désireront. A la mi-mars, l'Angleterre fait démentir officiellement les bruits d'intervention et dit

que l'Allemagne doit faire le premier pas. L'initiative de l'opposition qui préconise l'appel à la Société des Nations est énergiquement repoussée. Le sous-secrétaire d'Etat Mac Neill, connu comme francophile, dit : « La Ligue des Nations n'est pas enracinée assez profondément dans l'opinion des peuples et il faut bien s'imaginer qu'elle serait brisée à la première tentative de la mobiliser. »

D'autre part, le gouvernement anglais n'est pas aussi inactif qu'on serait tenté de le supposer, après ces refus officiels d'intervention. *L'Angleterre réussit à isoler de plus en plus la France.*

L'Italie ne participe pas réellement à l'occupation de la Ruhr et elle a repoussé net l'idée d'un bloc continental franco-italo-belgo-allemand contre l'Angleterre. A la Conférence de Lausanne, l'Angleterre a réussi à mener les négociations de telle sorte qu'elles ont échoué momentanément grâce aux exigences de la France. Une pression exercée sur la Belgique a eu pour résultat de terminer la Conférence de Bruxelles par un recul de Poincaré. Et il est hors de doute que la résistance allemande est approuvée au fond par les Anglais. Quant à l'Amérique, elle marche de concert avec l'Angleterre sous ce rapport.

D'un autre côté, l'Angleterre fait répandre par les correspondants de ses feuilles gouvernementales la nouvelle que la France serait prête à négocier. Ainsi, le *Times* du 14 mars écrivait :

« Le temps approche où l'Angleterre sera appelée à participer à la solution du problème de la Ruhr... L'Angleterre aura préparé le terrain à une solution correspondant à ses propres intérêts. »

L'issue probable

Il n'entre pas, bien entendu, dans nos devoirs d'exposer les négociations purement diplomatiques officielles et secrètes qui eurent constamment lieu au cours des trois derniers mois entre les grandes puissances participant à l'action de la Ruhr. La question s'est posée dans les derniers temps de savoir qui devra faire le premier pas. Les négociations devront-elles commencer avant l'évacuation de la Ruhr, comme la France l'exige, ou après, comme l'Allemagne le désirerait ? Il convient de remarquer ici que la politique allemande est, à cet égard, complètement inconséquente et qu'elle se modifie chaque jour sous la pression des nationalistes. Le discours de M. Rosenberg (du 27 mars) envisageait l'initiative du secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Hughes (du 29 décembre 1922), approuvait que les capacités de paiement de l'Allemagne fussent fixées par une commission internationale, déclarait le Reich prêt à donner toutes les garanties désirables à un consortium financier pour un emprunt de réparations.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich disait : « Le gouvernement allemand a, au cours des conversations diplomatiques, mis au courant de cette opinion les puissances les plus importantes intéressées au sort de l'Europe, mais qui ne sont pas mêlées directement au conflit de la Ruhr ; sans faire des propositions et sans formuler des désirs, il a en même temps relevé les difficultés

du problème de la garantie pour l'Allemagne de l'évacuation des contrées occupées à l'encontre du traité de Versailles et du rétablissement dans ces contrées d'une situation conforme au traité. Sans prendre en considération les maux de la population chaque jour aggravés et le danger d'un déchaînement des passions populaires, le problème est d'autant plus important que le gouvernement ne peut pas concevoir que des experts soient à même de formuler un jugement motivé sur la capacité de paiement de l'Allemagne avant que ne soit mis un terme à l'immixtion étrangère dans la vie économique de l'Allemagne et enrayé ainsi l'anéantissement de ses richesses. Le gouvernement allemand ne voit pas la possibilité pour le peuple allemand de renoncer à son arme unique : la résistance passive, sans que l'adversaire se retire sur la ligne du *statu quo*. »

M. Poincaré déclarait, à la suite du discours de Rosenberg, que la France n'était nullement disposée à soumettre la dette des réparations de l'Allemagne, déjà fixée, à une révision, et M. Mac Neill disait, au Parlement anglais, que le discours de Rosenberg ne constituant aucunement un progrès, le gouvernement anglais ne considérait pas sa proposition comme propre à avancer le débat.

Le 29 mars, l'agence Wolff (Berlin) émettait l'opinion que voici :

« Si le secrétaire d'Etat anglais Mac Neill a

vraiment dit ce que rapportent les communiqués, il a oublié les déclarations du gouvernement du Reich et du ministre von Rosenberg au Reichstag, concernant la proposition Hughes. Nulle condition n'est posée par l'Allemagne qui souligne seulement l'importance et la difficulté du problème de l'évacuation de la Ruhr... »

Si cette déclaration a un sens quelconque, c'est bien que l'Allemagne est prête à négocier même avant l'évacuation de la Ruhr. Le 1^{er} avril paraît cependant une déclaration nouvelle de l'agence officielle allemande :

« M. Poincaré a fait à la Chambre une déclaration dans laquelle il est dit : « Nous ne nous retirerons de la Ruhr que dans la mesure et en considération des paiements reçus qui doivent correspondre à la totalité des dommages subis. » M. Poincaré n'a fait que répéter la teneur du communiqué de la Conférence de Bruxelles, envers lequel le chancelier du Reich a pris position dans son discours de Munich. Le chancelier disait alors : « Toute discussion sur la fin du conflit actuel doit avoir comme point de départ l'évacuation des pays occupés. Tant que le régime de la violence sévit encore, je ne peux pas voir le moindre progrès même dans le communiqué de Bruxelles. »

« Il n'y a pas lieu de juger la situation modifiée à la suite du discours de Poincaré, et il s'ensuit que le gouvernement allemand continue sa politique de résistance. Certaines feuilles veulent voir dans notre mise au point du 29 mars, sur les déclarations du sous-secrétaire d'Etat Mac Neill, un abandon de la politique suivie jusqu'ici. C'est là une erreur. Notre mise au point se rapportait à la fausse interprétation d'une démarche allemande visant la continuation conséquente de la politique de résistance allemande. »

Tout cela semblait vouloir dire que le gouvernement allemand n'était pas disposé à faire des propositions concrètes pour la solution de la question des réparations avant l'évacuation de la Ruhr. En avril, la Ruhr semblait être une impasse.

Bien qu'il paraisse que la bourgeoisie allemande veuille continuer indéfiniment la résistance, nous sommes d'avis qu'elle ne le pourra plus longtemps. Dans une lutte qui met en présence la France armée et l'Allemagne désarmée, la France doit, avec le temps, avoir le dessus. On constate, en effet, un relâchement de la résistance. Les Français gagnent du terrain lentement, mais constamment. Une partie considérable des chemins de fer de la Ruhr sont dans leurs mains ; l'exportation du charbon et du coke augmente, quoique très lentement ; les cas se multiplient où des fonctionnaires allemands se mettent au service des Français, où des firmes allemandes occupent, malgré l'interdiction du gouvernement allemand, les postes d'exportation et d'importation français nouvellement fondés. Il est vrai que la grosse industrie française souffre beaucoup du manque de charbon et de coke, mais il semble que la France peut supporter cette épreuve plus longtemps que l'Allemagne. Et comme les intérêts de la grosse industrie allemande ne sont nullement inconciliables avec ceux de l'industrie française, il y aura vraisemblablement et prochainement une entente.

Il semble que Loucheur ait pris l'initiative à cet égard. Allé à Londres dans les premiers jours d'avril, il s'est entretenu avec Lloyd George et Bonar Law. Le *Daily Telegraph* s'est beaucoup occupé de la question, ce qui nous porte à croire qu'elle était sérieuse. Il s'agissait d'un retour à l'ancien projet de règlement commun de la question des réparations et des dettes. En voici sommairement la teneur :

L'Allemagne devrait assumer le paiement des dettes des puissances de l'Entente envers les Etats-Unis. L'Allemagne devrait payer, en outre, 26 milliards à la France. La Ruhr serait progressivement évacuée, mais rapidement ; la Rhénanie, séparée de la Prusse, formerait dans le Reich un Etat fédéral indépendant démilitarisé sous la surveillance de la Société des Nations. Dans le but de faciliter les mesures financières adéquates, le mark serait stabilisé au niveau actuel et un grand emprunt de réparations, garanti par les milieux économiques de l'Allemagne, serait lancé.

Ce projet n'a pas été accueilli favorablement par la presse bourgeoise allemande ; d'autre part, il reste lettre morte tant que l'Amérique ne consent pas à ce que l'Allemagne assume les dettes de l'Entente — exception faite, bien entendu, de celles de l'Angleterre — et les perspectives ne sont pas bonnes à cet égard.

Il n'y a pourtant pas de doute qu'une solution du problème sera tentée prochainement sur les bases d'un projet analogue. De la démarche Loucheur, qui agit évidemment avec l'assentiment de Poincaré, il ressort que *Poincaré ne tient plus la question de la Ruhr pour un litige exclusivement franco-allemand*. L'occupation de la Ruhr sera considérée, dorénavant, comme une question intéressant tous les alliés. La presse française a déjà fait pressentir qu'une conférence des ministres de l'Entente sur la question des réparations et de la Ruhr aura lieu prochainement. Ce serait la retraite de la France, mais non pas la victoire de l'Allemagne. *Si un plan Loucheur — est finalement accepté, cela signifiera que des trois possibilités de la colonisation de l'Allemagne par la France, par l'Amérique seule, ou internationale (cette dernière correspondrait au point de vue anglais), c'est la dernière qui l'emporterait.*

Eugène VARGA.

VIENT DE PARAÎTRE

Karl RADEK

La Tactique communiste et l'Offensive du Capital

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Accumulation et Impérialisme

La discussion du programme de l'Internationale Communiste aura à évoquer une question qui n'a guère été tranchée dans les articles et projets parus jusqu'ici au sujet du programme. Il s'agit de la théorie de l'*accumulation du capital*, développée par Rosa Luxemburg, et qui fournit l'explication la plus frappante et à la fois la plus simple des phénomènes connus dans leur ensemble sous le nom d'*impérialisme*.

Le programme communiste ne peut s'abstenir de caractériser et d'analyser l'impérialisme, cette dernière étape du capitalisme, comme l'a si bien dit Lénine. Nous avons à mener notre lutte en pleine époque impérialiste; c'est dans les conflagrations impérialistes que se développent les forces de la révolution prolétarienne; c'est du sein de l'impérialisme que surgit la société communiste. Aussi les différents projets de programme consacrent-ils une partie importante de leur texte à l'étude et à la description de l'impérialisme.

Cependant, il ne suffit pas de le décrire. Il importe d'en donner une analyse marxiste aussi profonde que possible, d'en saisir les différentes forces qui agissent dans les sens les plus divers, d'en expliquer les phénomènes à l'aide de l'arme dialectique que Marx a aiguillée: bref, de dévoiler la loi d'airain, inhérente à l'impérialisme, qui pousse le système capitaliste vers l'abîme. C'est ce que Rosa Luxemburg a fait dans son œuvre fondamentale sur l'*Accumulation du Capital*.

Cette théorie de notre grande martyre n'est pas encore généralement reconnue dans l'Internationale communiste. Le projet du camarade Boukharine, par exemple, n'en tient point du tout compte. Certes, le projet de Boukharine parle de l'impérialisme, il en décrit les causes et les phénomènes, mais il ne l'analyse pas aussi profondément que Rosa Luxemburg, qui a démontré sous nos yeux le moteur qui commande souverainement la course du capitalisme vers la débâcle finale.

Dans un article sur l'état actuel de la discussion du programme (1) le camarade Thalheimer énumère une série de questions qui doivent encore être éclaircies, et il dit au sujet de l'*Accumulation*:

La théorie de Rosa Luxemburg sur l'accumulation du capital est contestée par Boukharine et aussi par d'autres camarades dirigeants du parti russe. Il est d'abord du devoir des adversaires de la théorie de Rosa Luxemburg de développer largement leurs arguments, pour que la discussion internationale puisse s'engager. En aucun cas il ne sera possible de passer sans mot dire à côté d'une théorie de la portée de

(1) *Die Internationale*, revue théorique du P.C. allemand, numéro du 6 janvier 1923.

celle de l'accumulation. Il ne suffit naturellement pas, en guise de preuve contraire, de vouloir expliquer différemment l'impérialisme. Tout d'abord, les critiques de Rosa Luxemburg doivent essayer de réfuter la théorie de Rosa et de démontrer qu'elle est fautive ou insuffisante.

La question est posée: il faut la résoudre.

Tout récemment, le camarade Souvarine a résumé ici même les traits essentiels de l'impérialisme, d'après Lénine et Hilferding:

« La substitution de monopoles à la concurrence libre... La concentration de l'industrie, la concentration des capitaux dans les grandes banques, puis la fusion des banques avec l'industrie, tel est le processus de création du « capital financier ». Enfin, l'exportation des capitaux à l'étranger, l'internationalisation des monopoles, constituent dans le monde de grands groupes capitalistes rivaux qui entrent en lutte pour se partager les domaines d'exploitation... »

Il est impossible de caractériser mieux les traits distinctifs en lesquels l'étape du capitalisme impérialiste diffère de l'étape antérieure, où régnaient encore le libre échange et la libre concurrence. Cependant, Hilferding, dans son *Capital financier*, et Lénine dans son livre intitulé: *L'impérialisme, étape dernière du capitalisme*, qui va paraître incessamment en français, se bornent à caractériser, à classer et à expliquer les phénomènes sus-mentionnés.

Rosa Luxemburg, elle, va plus loin. Son regard perce jusqu'au fond les choses dont Lénine et Hilferding n'ont analysé que la superficie extérieure. Elle aussi, elle énumère les traits caractéristiques de l'impérialisme (1):

« Les phénomènes typiques extérieurs (2) de la période impérialiste: la concurrence des Etats capitalistes autour des colonies et les sphères d'influence autour des possibilités d'investissement du capital européen, le système des emprunts internationaux, le militarisme, les droits de douanes, le rôle prépondérant du capital bancaire et de l'industrie monopolisée dans la politique mondiale, tout cela est aujourd'hui généralement connue. »

Mais Rosa Luxemburg ne se contente pas de caractériser l'impérialisme et d'en énumérer les phénomènes extérieurs, elle analyse la loi suprême qui le régit intérieurement: l'accumulation, et c'est ainsi quelle résume sa théorie (3):

(1) *L'Accumulation du Capital*, édition allemande. Volume II, p. 21.

(2) C'est nous qui soulignons.

(3) *L'Accumulation du Capital*, édition allemande. Volume II, p. 20, 21.

« Ainsi, grâce à l'action réciproque où il est engagé dans les pays et les milieux sociaux non capitalistes, le capitalisme s'étend de plus en plus, en s'accumulant à leurs dépens, tout en les rongant et les refoulant pas à pas, pour se mettre à leur place. Cependant, plus de pays capitalistes participent à cette chasse aux territoires d'accumulation, et plus rares deviennent les territoires non capitalistes ouverts à l'expansion mondiale du capital, plus devient acharnée la lutte de concurrence du capital autour de ces territoires d'accumulation, plus ses expéditions sur la scène mondiale se transforment en un enchaînement de catastrophes économiques et politiques : crises mondiales, guerres, révolutions.

« Par ce processus, cependant, le capital prépare doublement sa faillite. D'un côté, en s'approchant — par son extension aux dépens de toutes les formes de production non capitalistes — du moment où toute l'humanité ne se composera effectivement plus que de capitalistes et de salariés et où, en conséquence, une extension ultérieure, donc l'accumulation, deviendra impossible. En même temps à mesure que cette ten-

dance se réalise, le capital accentue les antagonismes de classe, l'anarchie internationale, économique et politique, de sorte que longtemps avant que soit atteinte la dernière conséquence du développement économique — la domination une et absolue de la production capitaliste dans le monde, la rébellion du prolétariat international contre l'existence de la domination capitaliste se produira fatalement. »

Le moteur de l'évolution tracée par Rosa Luxembourgeois, c'est l'accumulation du capital. C'est sur ce point d'une extrême importance que Rosa Luxembourgeois a poursuivi et complété l'œuvre de Karl Marx. Ce que la mort avait empêché Marx d'achever, Rosa Luxembourgeois l'a fait, trente années plus tard, dans un milieu capitaliste plus développé, plus mûr, plus étendu. La figure d'un capitalisme dont Karl Marx ne voyait qu'à peine les contours, se présentait dans tout son achèvement aux yeux de Rosa. Et elle a su en tirer les conséquences doctrinales. Aux travailleurs d'en tirer les conséquences pratiques !

Lucien REVO.

La Franc-Maçonnerie et Mussolini

La franc-maçonnerie a en Italie, et plus spécialement sur les éléments sociaux sur lesquels s'appuie le fascisme, une telle influence que ce serait une grave erreur pour les partis de la classe ouvrière de ne pas étudier la crise qui travaille ces milieux. Je pense que la franc-maçonnerie est pour la seconde fois en lutte personnelle avec Mussolini et que les délibérations du Grand Conseil Fasciste la concernant, ont une saveur éminemment personnelle. Il suffit de lire l'article du *Popolo d'Italia* touchant l'incompatibilité du fascisme et de la franc-maçonnerie, présenté à Rome, comme il le fut à Ancone par Benito Mussolini, pour en avoir la preuve. Le Grand Conseil Fasciste est en grande partie composé de maçons et ne pouvait pas vouloir se suicider. Il est évident que la volonté du chef s'est imposée. Mussolini a voulu dans « son nouveau parti » renouveler le geste d'Ancone. — Pourquoi ?

Il ne sera pas inutile de rappeler ici le passé. Mussolini non seulement après son entrée à la direction de l'*Avanti* et du parti socialiste, mais même auparavant, lorsqu'il n'était que secrétaire de la fédération socialiste de Forlì, ne voulut jamais entendre parler de la franc-maçonnerie. Sa nature, son caractère et son style sont absolument contraires au tempérament franc-maçon. Il aime, plus que des camarades, avoir des fidèles et des disciples soumis. Il a toujours aimé être « le seigneur et le maître » du pouvoir — auquel tient aussi grandement la franc-maçonnerie. Telle a été la raison essentielle et principale du conflit Mussolini-franc-maçonnerie. Il s'est agi mainte-

nant du parti et de l'Etat fasciste comme à Ancone il s'agissait du parti socialiste. A cette époque, c'est-à-dire en 1914, Mussolini avait une confiance absolue en lui-même, en sa force, en sa volonté ; il avait été rapidement porté à la direction de l'*Avanti* par l'enthousiasme de la masse, souvent séduite par surprise lorsqu'un chef sait la dominer ; il avait éprouvé une méfiance profonde envers les hommes qui jouissaient de la plus grande autorité dans le parti socialiste et qui, vaincus numériquement au Congrès de Reggio Emilia, demeuraient de fait les maîtres du parti. Les syndicats, les coopératives, les mandats politiques et administratifs demeuraient aux social-démocrates et aux francs-maçons. Durant les dernières années de la vie socialiste en Italie, les différents éléments qui forment maintenant l'étoile du parti fasciste, avaient longuement travaillé pour transporter les loges franc-maçons dans le parti socialiste. Les socialistes disaient : Nous devons conquérir la franc-maçonnerie qui, avec de grands moyens financiers, peut en imposer à la justice, auprès des ministères et quelquefois plus haut encore. Le parti socialiste, alors composé presque exclusivement d'employés, d'avocats, de commerçants, lesquels tombaient facilement dans les filets de la maçonnerie (en dépit des avertissements de certains chefs réformistes adversaires de la maçonnerie) ne pouvait pas céder à Mussolini un pouvoir absolu sur ses organisations. Mussolini n'y fut pas le chef au vrai sens du mot et resta tourmenté par son ambition insatisfaite. Homme d'action et de volonté,

il chercha à conquérir le parti socialiste et s'attaqua pour cela au principal obstacle rencontré, à la franc-maçonnerie. A Ancone, la victoire lui fut facile. Depuis le Congrès de Reggio, les phalanges socialistes avaient sensiblement grossi et les nouveaux inscrits étaient presque tous des ouvriers et des paysans ; les franc-maçons furent battus. Ils se divisèrent. Une petite partie suivit Horace Reymondo ; la plus grande partie s'adapta aux circonstances et continua à travailler à la conquête des emplois dans le parti socialiste. Mussolini, pendant la « semaine rouge » et dans la suite, comprit que sa victoire d'Ancone avait été purement formelle, les maîtres du parti restaient toujours les réformistes et les franc-maçons, il perdit l'espoir de parvenir à une dictature personnelle sur le parti socialiste et dirigea ailleurs son activité.

Dernièrement le même problème s'est posé à lui dans le parti fasciste. Il a vu grossir autour de lui le groupe nombreux des « serpents verts ». Il ne s'est plus senti tranquille même sous la « chemise noire ». Et il a renouvelé dans le Fascio à Rome son attaque d'Ancone dans le P. S. Il est facile de concevoir que les principaux chefs fascistes appartenant à la maçonnerie ont imité ou imiteront leurs frères socialistes de jadis ; un bon sommeil est même conseillé par l'infailibilité du grand architecte.

Les fascistes francs-maçons d'aujourd'hui, qui sont en grande partie des socialistes d'hier, ne sortiront pas du fascisme et ne sortiront pas de la maçonnerie ; dans le grand livre de l'Univers, ils seront portés « hivernants » et Mussolini ne pourra, malgré la décision du Grand Conseil, reconquérir sa complète tranquillité. Mais la volonté personnelle ne compte pas seule ; un Etat, même fasciste, n'est pas aussi souple qu'un parti politique révolutionnaire et Mussolini doit aujourd'hui, malgré lui, se plier aux nécessités du pouvoir. Mussolini voisine au pouvoir avec des capitalistes qui lui ont fourni, ainsi qu'au fascisme, les moyens d'y arriver. Ces milieux dirigeants professent aussi de l'aversion pour la franc-maçonnerie parce qu'ils veulent aussi le pouvoir absolu. Requins de la grande industrie et agrariens ont applaudi à la déclaration de guerre de Mussolini à la maçonnerie — sans parler des amis de son Excellence Cavazonni et de la Banque de Rome. C'est aussi pour se rendre favorable à la calotte que Mussolini combat le triangle. Mussolini rêve peut-être d'entrée triomphale au Vatican et à Saint-Pierre pour en sortir — qui sait ? — comme au bon vieux temps, sacré empereur ou consul à vie. En attendant, l'Eglise catholique donne de l'eau à son moulin. Et si nous prenons note de l'approbation que sa campagne contre la maçonnerie a reçue en France dans certains cercles, nous concluons de l'ensemble des faits que les nouveaux croisés contre les triangles, les serpents et les tabliers verts n'ont pas été poussés à la croisade par leur haine des rites, de la hiérarchie, des mystères de la maçonnerie, mais sont des canailles intéressées qui vont aujourd'hui volontiers bras-dessus bras-dessous avec

les faux représentants du Christ comme ils allaient hier avec ceux du grand architecte.

Les fascistes francs-maçons assurent que la décision du Grand Conseil n'a pas été une déclaration de guerre à la maçonnerie mais a seulement offert le choix aux fascistes francs-maçons, qui seront crus sur parole, sans être obligés à d'humiliantes formalités.

Il me semble voir s'accumuler dans l'ombre au-dessus du fascio, des nuages qui ne doivent pas donner à ses chefs une quiétude absolue. Leur barque fasciste est tellement surchargée qu'il ne lui est pas facile de changer de route ; et lorsque le chef veut l'alléger, de crainte qu'elle n'aille au fond, l'équipage lui oppose la force d'inertie. Aujourd'hui, il s'agit de la franc-maçonnerie ; demain il s'agira du marché électoral. Sans idéologie, sans programme, l'Etat moderne ne peut pas aller en avant ; le moyen âge est mort ; il n'y a pas de volonté, pour puissante qu'elle soit, qui puisse le ressusciter. Mussolini après quelques mois de pouvoir commence à connaître les difficultés de la situation. Dans la lutte qu'il a engagée avec la maçonnerie, c'est celle-ci qui vaincra, car sa puissance vient des intérêts et des forces financières qui se meuvent dans des cadres très réels. Même avec le temps, Mussolini ne réussira pas à renverser le triangle surtout si c'est pour le remplacer par la calotte.

Quant à notre point de vue, il est simple. Mussolini ne fait que chasser une barque pour en favoriser une autre ; et c'est toujours le capital multifforme, en tablier vert, en chemise noire ou en soutane, qui veut exercer le pouvoir sur et contre les classes laborieuses.

Nicolas BOMBACCI.

Vient de paraître

Petite Bibliothèque
de l'Internationale Syndicale
Rouge

Thèses et Résolutions

adoptées au II^e Congrès de l'I.S.R.

(Moscou-Novembre 1922)

Préface de DRIDZO-LOSOVSKY

Pour savoir ce qu'est l'Internationale Syndicale Rouge, ce qu'elle pense, ce qu'elle veut, tous les syndiqués doivent étudier cette brochure essentielle.

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à l'Humanité

Chronique Internationale

TCHÉCO-SLOVAQUIE

L'Etat tchéco-slovaque nous offre un exemple typique de l'hégémonie du capital financier. Pas de grande entreprise industrielle ou commerciale en Tchéco-Slovaquie qui ne dépende d'une grande banque. Pas d'augmentation du capital par actions des entreprises industrielles, pas de fondation de sociétés par actions sans la participation de l'oligarchie financière.

Comme partout, celle-ci est divisée, en Tchéco-Slovaquie, en groupes définis (*ou concerns*). Le plus important est celui de la *Zivnostenska Banka*. Celle-ci ne domine pas seulement une grande partie de l'industrie et des banques tchéco-slovaques ; elle possède aussi des actions d'entreprises industrielles et de banques étrangères. Elle contrôle les plus grandes entreprises industrielles, les fabriques Ringhofer, celles de Skoda, la Laurin et Klement, Novak et Jahn, Wichterle et Kovarik (ces trois dernières, fabrication de machines agricoles, les usines de pétrole Fanto, les manufactures textiles Mautner (Société Anonyme), les raffineries de sucre Schöeller et Cie, les fabriques d'allumettes « Solo » et « Helios », l'Union Chimique d'Aussig, la Société du Fer de Prague, les Forges de Poldi, l'Usine du Fer Hradek, etc. La *Zivnostenska Banka* crée et organise des cartels et des trusts dans les diverses branches de l'industrie qu'elle fait contrôler ensuite par ses directeurs et actionnaires. On peut trouver les noms de son directeur général, Dr. Preiss, du directeur Belohribek, du ministre des finances décédé Dr. Rasin, son beau-frère, du ministre des Finances actuel, l'ingénieur Becka, à chaque page des annuaires industriels tchéco-slovaques.

Ainsi, le président du conseil d'administration de la *Zivnostenska Banka*, actuellement ministre des Finances, M. Becka, est membre du conseil d'administration des entreprises suivantes : Société Anonyme de l'exploitation des forêts et bois (Prague) ; Brasserie de Bohême à Pilsen ; Imprimerie de Prague ; Société Anonyme des Laiteries de Prague ; Manufactures textiles Hernych et fils, etc. — Le Dr. Jaroslav Preiss figure dans les entreprises suivantes : Société commerciale de Prague ; Société des Sucres du Bohême (Prague) ; Raffinerie Schweller et Cie ; Bois et Forêts (Prague) ; Société d'Electricité Kolbe et Cie (Prague) ; Société de produits chimiques de Karlsbad ; Fabrication de potasse à Kolin ; Novak et Jahn, Prague ; Usines de Ringhofer ; Fabriques des machines réunies, anciennement Skoda, Ruston, Bromowsky et Ringhofer (Prague) ; Wichterle et Kovarik à Prosnitz ; Usines Fanto, Société Anonyme à Prague ; Brasserie de Bohême à Pilsen ; Fabriques textiles Hernych et fils à Prague ; Laurin et Klement à Jung Bunzlau ; Société Anonyme des anciennes usines Skoda à Pilsen ; Melchar et Umrath à Prague ; A. Klazar, Société Anonyme de l'industrie des

Jutes et cotons à Prague. — M. Antonon Tille, suppléant du Directeur Général Dr. Preiss, est membre des conseils d'administration des entreprises suivantes : Société Anonyme Fez à Vienne, Fabriques monopolisées de bougies et savon, Société Anonyme à Prague ; Société Commerciale de Bohême à Prague ; Fabriques de céramiques de Rakonitz à Prague ; Fabriques de Kaolin de Bohême Occidentale à Prague ; Saponia fabrique de bougies et de savons à Prague-Nusle ; Union Chimique à Prague. — M. Henri Belohribek, deuxième suppléant du Directeur Général, contrôle surtout l'industrie métallurgique tchéco-slovaque.

Des banques tchéco-slovaques dirigées par la *Zivnostenska Banka* mentionnons d'abord la Banque d'Escompte et de Crédit de Bohême dont 55 % des actions lui appartiennent et qui possède à son tour un grand concern industriel. La *Zivno* influence également la plus grande banque slovaque, la *Slovenska Banka*, qui a fondé son propre concern industriel, à l'aide, d'ailleurs, de la *Zivno*. La *Slovenska* a 24 succursales et domine 50 grandes entreprises.

La *Zivnostenska Banka* a acheté dernièrement diverses entreprises étrangères en Hongrie, Yougo-Slavie, Roumanie, Autriche, etc. Elle a aussi acheté des actions à des banques de ces pays ; elle finance ainsi l'industrie étrangère. Elle domine ainsi : la Première Société de l'industrie sucrière croato-slovène à Osseg, la Société Anonyme tchéco-roumaine à Bucarest, la Société Anonyme des moulins à vapeur à Osseg, la Société Anonyme hongroise d'alcool à Bucarest.

Les banques étrangères faisant partie du concern de la *Zivno* sont : en Yougo-Slavie, la Banque de Crédit de Laibach qui opère surtout en Dalmatie sur le littoral de l'Adriatique et en Slovénie et a son concern industriel ; la Banque Yougo-Slave, Société Anonyme par actions, à 200 millions de couronnes de capital et qui participe à toutes les banques en Yougo-Slavie, finance, avec la *Zivno*, plus de 100 entreprises en Hongrie et Yougo-Slavie. La *Zivno* contrôle, en outre, la Banque Adriatique avec 15 millions de livres de capital par action et qui a aussi son propre concern industriel.

La *Zivno* soutient la Banque Industrielle Nationale à Budapest, la Banque Industrielle de Varsovie et la Banque de Contrôle d'Autriche. Elle contrôle, en outre, directement 16 grandes entreprises autrichiennes. Elle a acquis également plusieurs entreprises industrielles en Allemagne. La firme Mautner (Société Anonyme) qui fait partie du concern de la *Zivno* a acheté un grand nombre d'actions de quelques entreprises textiles du Rhin.

Et la *Zivnostenska Banka* ne règne pas seulement sur des entreprises industrielles. Analogue à la *Deutsche Bank* en Allemagne, elle achète en Tchéco-

Slovaquie tout ce que l'on peut acheter. Elle pénètre jusque dans les Assurances, influençant les Sociétés d'Assurances *Moldavia* et *Generali* (elle a opéré la fusion de la succursale de la Moldavia de Vienne avec la succursale de la Triesta Assekurazioni Generali) ; règne sur quelques grands magasins de comestibles (elle a réuni les succursales tchéco-slovaques de la maison Julius Meinl avec la firme Joseph Lippert).

On se rend compte que les frontières de la République Tchéco-Slovaque ne déterminent nullement le champ d'activité de la *Zivno*. Sa position dominante en Europe Centrale et Méridionale lui permet d'exercer une influence très considérable sur la presse, le gouvernement et le parlement tchéco-slovaques. Toute la presse national-démocrate, jusqu'à un journal moravien, est à sa disposition et défend ses moindres suggestions. Elle a ses hommes à elle dans toutes les administrations de l'Etat et au pouvoir. Elle détient le ministère des Finances et du Commerce. Le président du conseil d'administration, l'ingénieur Becka, est en même temps ministre des Finances et du Commerce ; l'ingénieur Novak est copropriétaire de la fabrique Novak et Jahn qui fait partie du concern de la *Zivno*.

La *Zivno* a participé très activement à tous les emprunts de l'Etat ; tous ses directeurs sont au courant des secrets financiers les plus importants du pays. M. Becka l'a avoué lui-même. Un journal de Prague vient de révéler que la *Zivno* a récemment gagné près d'un milliard de couronnes tchèques dans une spéculation sur les rentes autrichiennes d'avant-guerre. Une interpellation a été déposée au Parlement à ce sujet. Les bénéfices de la bancocratie tchéco-slovaque sont donc considérables. Ses bilans n'ont jamais été contrôlés par l'Etat.

Le développement de semblables concerns financiers est un signe caractéristique de l'époque impéria-

liste qui est celle de l'hégémonie du capital financier.

Les milieux capitalistes qui décident de la vie politique, économique et sociale des Etats, se rétrécit de plus en plus. Les oligarchies financières règnent sur les pays, les gouvernements, les parlements.

L'unification de la banque et son contrôle par les représentants de la classe ouvrière, tel est le moyen pour mettre fin aux menées de ces cliques impérialistes, toutes-puissantes en ce moment.

J.-S. LAN.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro 1 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même des retards dans l'expédition du journal.

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2°)
Georges DANGON, imprimeur.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné (1) _____

demeurant à (2) _____

déclare souscrire un abonnement de (3) _____ au Bulletin Communiste.

Ci-joint la somme de _____ francs (4).

Signature :

(1) Noms et prénoms.

(2) Adresse.

(3) 3 mois, 6 mois, 1 an.

(4) Prix de l'abonnement : 3 mois, 7 fr. ; 6 mois, 13 fr. ; 1 an, 26 fr.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



N°

MOSCOU
KREMLIN.



PETROGRAD
SMOLNY

23